



Luxembourg, le 19 mars 2012

La Ministre

**Réponse au communiqué conjoint des délégations de 29 établissements
de l'enseignement secondaire et secondaire technique**

L'École du 21^e siècle sera juste et performante

- tous les élèves de notre pays sont égaux en droits et, à ce titre, ont droit à une chance de réussite,
- notre pays a besoin de tous ses jeunes pour construire le monde de demain,
- notre système éducatif doit former davantage d'élèves excellents et mettre moins d'élèves en échec,
- la situation linguistique et la diversité sociale de notre pays sont une énorme chance mais créent beaucoup d'injustice à l'école,
- l'autonomie, la personnalité et la responsabilité des jeunes constituent le meilleur bagage pour leur vie future,
- les classes inférieures ont pour mission d'accompagner l'élève et de développer au mieux ses compétences pour lui permettre un choix de formation pertinent qui le mènera vers la réussite,
- aux classes supérieures, il est urgent d'élever le niveau général des élèves pour mieux les préparer aux défis de la société, des études supérieures et du marché du travail,
- la relation élève-enseignant est une relation privilégiée, où l'élève est acteur et l'enseignant lui transmet des connaissances et le guide dans son développement,
- l'École doit favoriser une culture qui valorise le potentiel de chaque élève car c'est aussi à l'école que se découvre et se développe le talent.

Madame,
Monsieur,

L'action du ministère de l'Éducation nationale s'inscrit dans le programme gouvernemental qui prévoit une réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique et qui annonce également un bilan de la réforme de l'enseignement fondamental trois ans après la mise en œuvre de la loi de 2009, sans que ne soit établi un lien entre les deux mesures.

Le bilan de la loi sur l'enseignement fondamental est en préparation et se fera en concertation avec les enseignants de l'École fondamentale. Il sera finalisé pour décembre 2012.

Les préparations pour la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique ont débuté en automne 2009 avec une première consultation des lycées sur les atouts de notre enseignement et les défis qu'il s'agit de relever.

Suite aux nombreux avis récoltés j'avais retenu de cette première consultation que dans l'ensemble les enseignants jugeaient nécessaire une réforme, qu'ils souhaitent maintenir les atouts, dont notamment le multilinguisme traditionnel, tout en y apportant les changements nécessaires pour adapter l'enseignement aux attentes du 21^e siècle et tenir compte de la population scolaire dont l'hétérogénéité va grandissante.

S'en est suivi le *Document d'orientation pour une réforme des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique*, publié en mars 2010, document rédigé sous la caution d'un groupe de pilotage constitué autour de trois directeurs de lycée, du recteur de l'Université du Luxembourg, de collaborateurs du ministère et de moi-même.

En septembre 2010 a été publié le *Document cadre pour l'organisation des classes inférieures* qui propose la généralisation de mesures déjà pratiquées dans certains lycées à la satisfaction de ceux-ci.

Ces deux documents ont été soumis à l'avis des enseignants et présentés au grand public. Un débat de consultation a eu lieu à la Chambre des députés en octobre 2010.

Pour tenir compte des réactions suscitées par le document d'orientation, certaines mesures ont été précisées, voire modifiées dans un *Complément au document d'orientation pour une réforme des classes supérieures*, publié en mai 2011.

Quant au document cadre sur les classes inférieures, il a servi de support à la mise en place, depuis la rentrée 2010, d'un réseau de lycées pionniers qui développent et mettent en pratique par anticipation l'une ou l'autre mesure prévue par la réforme.

Depuis 2009 j'ai consacré 144 réunions à la discussion des propositions de réforme, que ce soit avec les délégations des lycées, les représentants de syndicats, les membres des commissions nationales de programme, les collèges des directeurs et les membres des différents comités de pilotage, sans parler des nombreuses réunions avec les élèves, les parents d'élèves ou encore la présentation du projet à la REEL.

Mes collaborateurs assistent régulièrement aux réunions des commissions nationales de programme et groupes de travail qui préparent la réforme.

Suite à tous ces travaux préparatoires j'ai décidé de soumettre à la consultation, en décembre 2011, un texte qui permet à chacun de prendre connaissance de toutes les mesures proposées et de donner son avis y relatif.

Certains jugent les propositions trop timorées, d'autres doutent du bien-fondé de l'une ou l'autre mesure : le débat est ouvert et il se poursuivra. Des propositions alternatives sont les bienvenues.

Toutes les mesures doivent s'inscrire dans le cadre des principes fondamentaux énumérés ci-avant, principes qui animent la vision de l'École du 21^e siècle que le gouvernement a tracée depuis 2004.

Je suis disposée à prendre et à donner le temps nécessaire à l'échange et je m'attends à une discussion constructive, qui comportera des propositions concrètes de votre part, avec la délégation dont vous déterminerez la composition. Je continuerai également le dialogue avec tous ceux dont l'avis a été demandé et qui voudront le faire parvenir à mon ministère pour le 2 avril. La discussion se fondera sur les propositions formulées dans ces avis.

Mon intention est de présenter dans 12 mois, en avril 2013, un avant-projet de loi qui pourra être introduit dans la procédure législative. Lors de la première réunion avec votre délégation après les vacances de Pâques, je vous proposerai un échéancier qui permettra de structurer la discussion.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.



Mady Delvaux-Stehres

Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle